

Initiatives ministérielles

Or, le gouvernement a supprimé cette disposition. Il a éliminé cet aspect du mandat de la Société Radio-Canada. Il s'agit là d'un changement très important.

Le projet de loi C-40 définit en quelque sorte le rôle de la Société Radio-Canada en ces termes:

- (i) La programmation de la Société devrait à la fois être principalement et typiquement canadienne,
- (ii) refléter la globalité canadienne et rendre compte de la diversité régionale du pays, tant au plan national qu'au niveau régional,
- (iii) tout en répondant aux besoins particuliers des régions,
- (iv) contribuer activement à l'expression culturelle et à l'échange des diverses formes qu'elle peut prendre, être offerte en Français et en anglais, de manière à refléter la situation et les besoins particuliers des deux collectivités de langue officielle,
- (v) chercher à être de qualité équivalente en français et en anglais,
- (vi) contribuer au partage d'une conscience et d'une identité nationale,
- (vii) être offerte partout au Canada,
- (viii) et refléter le caractère multiculturel du Canada.

Et ainsi de suite.

Pourtant, le gouvernement a retiré à la Société Radio-Canada l'obligation de promouvoir l'unité nationale. Le retrait de cet article, joint à la constitution de deux comités permanents, l'un sur la radiodiffusion de langue française et l'autre sur la radiodiffusion de langue anglaise, affaiblira la Société Radio-Canada en tant qu'institution nationale. Je trouve que nous avons besoin plus que jamais d'une voix qui parle pour le Canada. Nous devons commencer à rechercher les moyens de renforcer les institutions nationales.

Mon honorable collègue du Bloc québécois voudrait démembrer le Canada de façon à créer un Québec distinct et d'autres régions distinctes.

Il y a au Canada des forces dont l'objectif est de détruire notre pays. Il est à la merci de forces traîtresses qui visent à le morceler. Monsieur le Président, le gouvernement lui-même devrait certes intervenir pour renforcer l'unité nationale, non pas l'affaiblir, pour renforcer les institutions nationales et non les affaiblir. Telle sera pourtant la conséquence de ce projet de loi.

Mon excellente amie Marjorie Nichols écrivait aujourd'hui dans le *Citizen* d'Ottawa: «Peut-être devrions-nous privatiser la Société Radio-Canada.» Ce faisant, nous perdrons une autre institution nationale. Les Canadiens demandent qui parle pour le Canada. Ils souhaitent ardemment que quelqu'un se fasse le porte-parole du Canada. Voyez les sondages. Ils veulent que quelqu'un parle au nom du Canada.

Dans un article publié récemment dans le *Globe and Mail*, Stephen Godfrey décrivait la situation en ces termes: «La décision de modifier la Loi sur la radiodiffusion de façon à retirer à la Société Radio-Canada l'obligation de promouvoir l'unité nationale témoigne de la volonté du gouvernement fédéral lui-même de faire disparaître de tous les secteurs l'expression «unité nationale».

Plus tôt aujourd'hui, j'ai signalé jusqu'à quel point le gouvernement cherchait à priver la Société Radio-Canada de ses forces vives en effectuant des coupes sombres dans son budget et en l'incitant à se transformer davantage en réseau commercial en l'obligeant de plus en plus à compter sur les revenus de la publicité. Le gouvernement presse et pressure la Société Radio-Canada. Qu'en fait-il maintenant? Il lui fait subir le traitement du lac Meech.

Des voix: Oh, oh!

M. Waddell: Je veux parler de l'Accord de ce nom. Le gouvernement déclare qu'il veut la Société Radio-Canada. Or, il présente une vue du Canada conforme à l'Accord du lac Meech, mais le Canada est un peu plus que le regroupement des collectivités de Joe Clark. C'est l'une des raisons pour lesquelles les Canadiens ordinaires étaient contre l'Accord du lac Meech. Non pas parce qu'ils étaient contre le Québec. Pas du tout. C'est le Québec qui interprète mal les choses.

Le député rit et bien des Québécois partagent cet avis, et y ont vu un rejet du Québec, ce qui est faux. Les Canadiens sont d'avis qu'il existe un sentiment nationaliste qui transcende le loyalisme envers sa région et que le Canada doit être plus que le regroupement de 10 sociétés distinctes. Le Québec occupe une place particulière au sein de la Confédération, c'est vrai, et ce, en raison de sa langue et de sa culture. Il devrait avoir le pouvoir de les promouvoir.

Lorsqu'ils y réfléchissent les Canadiens en général, y compris les anglophones de toutes les régions, partagent cette idée. Mais ils ne veulent pas d'un pays formé de plusieurs sociétés distinctes décentralisées, et donc sans gouvernement national. Mais c'est ce que le gouvernement est en train de faire. C'est ce que le premier ministre a tenté de faire avec l'Accord du lac Meech, et c'est pourquoi les Canadiens l'ont rejeté. Ils ont une vision plus vaste du Canada.

Lorsque j'ai participé au débat sur le lac Meech, j'ai dit—et il ne faut pas oublier que cela date de quelques années, monsieur le Président—que les Canadiens ne voulaient pas d'une Équipe Alberta, qui comptait dans son alignement Wayne Gretzky, ou encore d'une Équipe